

Atmos'fair

Pestilence, nuisances et jurisprudence

Lyon, 24 septembre 2014

David DESFORGES

Avocat associé

genes  **S** A V O C A T S

Introduction (1/2)

- De l'ensemble des nuisances, les nuisances olfactives, les odeurs font partie des plus difficiles à appréhender en raison de leur caractère subjectif
- Leur mesure est difficile comparativement au bruit mesuré en décibels, aux vibrations, à la pollution de l'eau, des sols et de l'air qui s'expriment en grandeurs objectives
- Dans ces conditions, les prescriptions en matière d'odeurs sont en général extraordinairement génériques
- Préoccupation ancienne – à l'origine du droit des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et même avant du décret impérial du 15 octobre 1810 qui ne mentionnait explicitement que les établissements répandant « *une odeur insalubre et incommode* » bien que son champ d'application ait été plus large

Introduction (2/2)

- Notion d'incommodité du voisinage renvoie notamment aux *odeurs* v. Loi du 19 décembre 1917 modifiée par la loi n°61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs qui vise :
« *Les immeubles, établissements industriels, commerciaux, artisanaux ou agricoles, véhicules ou autres objets mobiliers possédés, exploités ou détenus par toutes personnes physiques ou morales, devront être construits, exploités ou utilisés de manière à satisfaire aux dispositions prises en application de la présente loi afin d'éviter les pollutions de l'atmosphère et les odeurs qui incommodent la population, compromettent la santé ou la sécurité publique, ou nuisent à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites* »

Code de l'environnement (1/3)

En matière de pollution atmosphérique

Art. L. 220-2 « *Constitue une pollution atmosphérique au sens du présent titre l'introduction par l'homme, directement ou indirectement ou la présence, dans l'atmosphère et les espaces clos, d'agents chimiques, biologiques ou physiques ayant des conséquences préjudiciables de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources biologiques et aux écosystèmes, à influencer sur les changements climatiques, à détériorer les biens matériels, à provoquer des nuisances olfactives excessives* »

Code de l'environnement (2/3)

En matière de protection de la ressource en eau (au titre de l'épandage des boues)

Art. 211-42 « *Des distances minimales sont respectées par rapport : (...)*

2° Aux habitations et établissements recevant du public, de manière à protéger la salubrité publique et limiter les nuisances olfactives ».

Art. R. 211-46 dans le cadre des opérations relevant de la rubrique 2.1.3.0 de la nomenclature « Eau » le dossier doit notamment comprendre : (...)

« 3° Les dispositions envisagées pour minimiser l'émission d'odeurs gênantes ».

R. 211-52 « Les épandages d'effluents d'exploitations agricoles doivent être effectués à des distances minimales par rapport : (...)

2° Aux habitations et aux établissements recevant du public pour protéger la salubrité publique et limiter les nuisances olfactives ».

Code de l'environnement (3/3)

En matière de gestion de déchets

L. 541-13 (...) le chapitre relatif aux **déchets** a pour objet (...) :

« 3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, (...) sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives (...) »

Objet et nature des prescriptions individuelles-type

Il en va des odeurs comme de toutes les autres nuisances, l'objectif en matière d'installations classées n'est bien entendu *pas* le « zéro odeurs » mais la prévention des émissions atmosphériques incommodantes, désagréables, anormales, etc.

*« L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de nuisances olfactives / odeurs / gaz odorants susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une **nuisance** pour celui-ci »*

Ceci conduit à appréhender le droit des installations classées en fait comme un droit de la prévention du **trouble anormal de voisinage** dont l'objet est notamment de rendre « supportables » les nuisances que génèrent les installations (v. CE, 4 mars 1958, *Lequertier*, Lebon p. 694).

Le trouble anormal de voisinage (1/4)

Code civil

Art. 544 « *La propriété est le droit de jouir et disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou par les règlements* »

Création jurisprudentielle en deux temps :

- protection de la **propriété immobilière** (dévalorisation des propriétés)
- protection du **propriétaire**, locataire ou usufruitier contre les troubles de droit ou de fait (trouble dans les conditions de vie et d'existence). La Cour (européenne des droits de l'Homme) renvoie aux principes développés dans sa jurisprudence relative aux atteintes graves d'ordre immatériel au droit au respect de la vie privée et familiale d'un individu, du fait de nuisances sonores, olfactives ou autres subies par ladite personne à son domicile, au sens de l'article 8 de la Convention (v. *Hatton et autres c. Royaume-Uni* [GC], n° 36022/97, §§ 96 et suivants, CEDH 2003-VIII).

Le trouble anormal de voisinage (2/4)

- Une forme de responsabilité sans faute
- Le respect de la réglementation peut conduire à écarter le caractère anormal d'un trouble mais il n'a pas pour *effet* de retirer au trouble son caractère « anormal »
- A l'inverse, l'anormalité d'un trouble ne se déduit pas du seul non respect de la réglementation
- Rappel : les autorisations ICPE sont toujours délivrées sous réserve des droits des tiers (v. c. env., art. L. 514-19)
- Dans tous les cas, l'appréciation se fait *in concreto*
- Nécessité d'un trouble "anormal" en nature et par son degré

Le trouble anormal de voisinage (3/4)

Code de la construction et de l'habitation

Art. L. 112-16 « Les dommages causés aux occupants d'un bâtiment par des nuisances dues à des activités agricoles, industrielles, artisanales, commerciales ou aéronautiques, n'entraînent pas droit à réparation lorsque le permis de construire afférent au bâtiment exposé à ces nuisances a été demandé ou l'acte authentique constatant l'aliénation ou la prise de bail établi postérieurement à l'existence des activités les occasionnant dès lors que ces activités s'exercent en conformité avec les dispositions législatives ou réglementaires en vigueur et qu'elles se sont poursuivies dans les mêmes conditions »

Le trouble anormal de voisinage et odeurs (4/4)

Quels critères?

- Critères objectifs techniques ou sociologiques ou éco-toxicologiques (certaines études mettent en évidence que les pollutions **olfactives** et sonores peuvent avoir un impact important sur les écosystèmes [v. notamment les études de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS)])
- ... mais aussi critères subjectifs quoique la jurisprudence ne soit pas constante sur ce point (*ex.* réceptivité personnelle de la victime, vulnérabilité personnelle ou son état maladif (non) ; particularité professionnelle de nature à rendre le trouble intolérable (oui) (v. Cass civ. 2^e, 16 juillet 1969, D. 1970, *somm.* P. 47))
- Analyse multicritères

Qu'indemnise-t-on? Que prévient-on?

- Le préjudice personnel, direct et certain (corporel, moral, matériel, etc.)

Jurisprudence “olfactive” (1/6)

- Jurisprudence relative aux nuisances olfactives est naturellement “irriguée” par la théorie du trouble anormal de voisinage
- “**Hit parade**” des activités en cause : élevage, stations d’épuration, restauration
- **Deux** cadres d’investigation privilégiés :
 - contentieux de l’étude d’impact
 - contentieux civil de la réparation du trouble anormal de voisinage
- Mesures **indemnitaires** au civil voire administratives (quand collectivité publique en cause)
- Mesures **préventives** suspension sous astreinte (civil) et suspension des autorisations de fonctionnement des activités litigieuses (contentieux administratif)

Jurisprudence “olfactive” (2/6)

- La qualification **qualitative** des odeurs reste assez rare et n’est pas, en soi, déterminante :
 - « particulièrement désagréables voire insupportables » (v. Cass. Civ. 3e, 18/01/2005)
 - « nauséabondes et suffocantes » (v. Cass. Civ. 2e, 19/03/1997)
 - « boues putrides » (v. Cass. Civ. 2e, 17/02/2011)
 - « odeurs de cuisson » (v. Cass. Civ. 3e, 29/02/2012)
 - « odeurs de bitume » (v. CE 20/12/2012, n° 361.648)
 - « odeurs (de poney) + « mouches » (v. Cass. Civ. 2e, 14/01/1999)
 - « gravité de la nuisance olfactive » (v. CE 17/05/1974, n° 84.701)
 - « nuisances incompatibles avec la proximité d’une zone d’habitation » (v. CAA Nantes, 31/08/2010, n° 09NT01889)
- Qualification **quantitative** semble également rare :
 - « concentration » des sources d’odeurs (v. Cass. Civ. 3e, 31/03/2009)

Jurisprudence “olfactive” (3/6)

- Caractère important du critère **spatial** – prise en compte de l’ “environnement” de l’odeur plus que l’odeur elle-même
- Proximité des habitations **avec** chiffrage
(v. CE 10/03/2008 n° 285.443 (350 m - porcherie)
(v. Cass. Civ. 2^e, 16/04/1994 (100 m – porcherie)
(v. Cass. Civ. 2^e, 14/01/1999) (5 m - poney)
(v. Cass. Civ. 3^e, 29/02/2012) (-1 m – extracteur d’air d’un bistro et proximité de la fenêtre d’une chambre à coucher)
- Proximité des habitations **sans** chiffrage précis
(v. Cass. Civ. 3^e, 31/03/2009 (déjections canines)

Jurisprudence “olfactive” (4/6)

- Caractère important de la qualification ou des caractéristiques de la **zone** d’occurrence des nuisances
 - Zone agricole (v. Cass. Civ. 3^e, 31/03/2009)
 - Zone rurale à vocation agricole (v. Cass. Civ. 2^e, 19/03/1997)
 - « Emplacement urbain » (v. CE 20/12/2012, n° 361.648)
 - Prise en compte de la présence d’autres activités dans le voisinage (vérification de l’existence d’une éventuelle multiplicité de sources) (v. *id.*)
 - Faible relief (*cf.* rôle dans la dispersion et la propagation des odeurs) (v. CAA Nantes, 31/08/2010, n° 09NT01889)

Jurisprudence “olfactive” (5/6)

- Caractère déterminant du critère **temporel**
 - « Persistance »
(v. CE 17/05/1974, n° 84.701)
 - « répétées »
(v. CE 11/04/2014, n° 357.153)
 - « irrégulière, imprévisible, variable en fonction du vent »
(v. Cass. Civ. 2^e, 19/03/1997)
 - « pas systématiques » et « d'intensité variable »
(v. CA Montpellier, 02/11/2011)

Jurisprudence “olfactive” (6/6)

- Qualification des **effets**
 - « conditions d’habitation *gravement* modifiées »
(v. CE 17/05/1974, n° 84.701)
 - « *impossibilité* de jouissance de la propriété »
(v. Cass Civ. 2^e, 17/02/2011)
 - « impossibilité de rester dehors »
(v. Cass. Civ. 2^e, 19/03/1997)
 - « *gêne* objective » et « perte de tranquillité et d’intimité » (velux avec air vicié en toiture antérieurement dépourvue d’ouverture)
(v. Cass. Civ. 3^e, 23/01/2013)

Merci pour votre attention

David DESFORGES

Avocat associé

david.desforges@genesis-avocats.com

desforgesd@gmail.com

+33 1 56 59 42 53

+33 6 80 18 61 95